



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2645

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Serge Blisko, pour le groupe socialiste.

M. Serge Blisko. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, aujourd'hui, dans notre pays, les indicateurs économiques et sociaux sont favorables. Les chiffres de l'année 2000 sont encourageants: optimisme des chefs d'entreprise, niveau très élevé du moral des ménages. Cet optimisme s'est d'ailleurs concrétisé par une augmentation notable des naissances, qui assure à notre pays le meilleur taux de natalité de l'Union européenne. Permettez-moi aussi, monsieur le ministre, à quelques jours de la Saint-Valentin, de citer l'augmentation du nombre de mariages, autre signe favorable. (Applaudissements et rires sur divers bancs.) Tous ces signes témoignent de la confiance retrouvée des Français, et je voudrais saluer ici, au nom du groupe socialiste, l'action résolue du Gouvernement qui a rendu possibles cette croissance et ce dynamisme. (Sourires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Des inquiétudes subsistent néanmoins, en raison des signes d'essoufflement ou de ralentissement que donne l'économie américaine, avec sa nouvelle administration républicaine. (Exclamations sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Pouvez-vous, monsieur le ministre, préciser à l'Assemblée nationale les perspectives économiques et sociales de l'année 2001 ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur Blisko, sur un des aspects de votre question, j'avoue ne pas être le meilleur spécialiste au sein du Gouvernement, et je vous renverrais volontiers à une conversation avec Mme Ségolène Royal ou Mme Florence Parly. (Sourires.)

Sur le fond, il est tout à fait exact que les indices dont nous disposons en ce moment sont favorables sur le plan économique. En particulier, tous les députés l'ont remarqué dans les chiffres publiés hier par l'INSEE, le niveau de confiance des ménages est au plus haut; cela nous a surpris nous-mêmes puisqu'il est sans précédent depuis que cet indice existe.

M. Lucien Degauchy. Narcisse !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Si on pousse plus loin l'analyse, comme on doit le faire, on est amené à se demander, à partir des études dont nous disposons, ce qui explique l'optimisme des ménages.

Essentiellement trois facteurs. Premièrement, les ménages constatent la diminution du chômage. Par rapport à la perception d'aujourd'hui et de demain, c'est un facteur extraordinairement positif. Deuxièmement, ils sont sensibles à la baisse des prix et à ce qui apparaît comme une réduction des impôts. Et troisièmement, mais j'ose à peine le dire, ils considèrent que l'économie est gérée de façon satisfaisante. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Jean Auclair. Prétentieux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mesdames et messieurs, je vois que vous protestez, mais ce que je dis là ne concerne que la majorité des Français (Applaudissements et rires sur les bancs du

groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert)...

Si l'on tente de prévoir ce qui se passera en 2001, ces éléments apparaissent évidemment comme très positifs, puisque l'économie relève, pour une bonne part, de la psychologie. Reste que, et nous le savons tous, les Etats-Unis d'Amérique commencent à connaître une diminution d'activité assez forte, qui aura des incidences à travers le monde, notamment en Europe et en France - même si elles y seront moindres.

Il est très important, dans ces circonstances, de ne pas changer de cap; de continuer à donner la priorité à l'emploi; de faire en sorte que le pouvoir d'achat - en particulier grâce aux baisses d'impôts - augmente sans qu'il y ait de dérapage, ni sur les finances publiques budgétaires, ni sur les finances sociales.

Il faut donc travailler à la fois du côté de l'offre, pour que les entreprises tournent et tournent bien, et du côté de la demande, pour que les ménages disposent d'un pouvoir d'achat satisfaisant.

Si nous savons le faire, ce que je crois, l'année 2001 devrait nous apporter à tous pas mal de satisfactions, avec une inflation qui devrait baisser, un chômage qui devrait continuer de se réduire et une croissance qui ne sera peut-être pas aussi forte que celle que nous avons anticipée - 3,3 % - mais qui sera cependant très soutenue.

Enfin, il est intéressant de constater que la confiance dont vous avez fait état, et qui est le résultat de la situation économique, permet à son tour de créer toutes les conditions pour que cette situation économique reste bonne.

Il faut donc faire preuve de vigilance, et c'est la tâche normale d'un Gouvernement. Mais nous sommes confiants parce que tous les éléments sont réunis pour que, en 2001 également, la situation soit satisfaisante pour les Français. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Serge Blisko](#)

Circonscription : Paris (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2645

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 février 2001, page 1214

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 février 2001